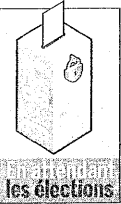


Dis, papa, ça coûte combien

ÉLECTIONS FÉDÉRALES ▶ Alors que certains candidats dépenseront 100 000 francs pour être élus à Bern



Pendant un mois, avant que la campagne électorale ne débute vraiment, «Le Nouvelliste» vous propose de découvrir, chaque semaine, les dessous des élections du 21 octobre. Premier thème abordé: l'argent de la campagne qui reste un sujet tabou pour les entreprises valaisannes qui financent la politique.

LEUR BUDGET	
PRD	220 000.- dont 40 000.- aux partis apparentés
PDC	150 000.-
PS	60 000.-
UDC	50 000.-
Verts	25 000.-
PCS	20 000.-
LIBERAL PL	20 000.-

VINCENT FRAGNIÈRE

«Même s'ils ne l'avouent pas, en Valais, quatre campagnes sont à six chiffres: celles de Maurice Chevrier, de Paul-André Roux de Peter Jossen et de Jean-René Germanier.» Cette phrase, en trois jours d'enquête, une dizaine de candidats l'ont prononcée.

Chevrier ne communique pas

Dans les faits, seul le socialiste haut-valaisan confirmera les fameux 100 000 francs. «Ils proviennent de mes économies et de personne d'autre.» Le radical Jean-René Germanier reconnaît une somme à six chiffres pour les élections de 2003 - «nous étions sept nouveaux sur la liste et il fallait être présent pour faire 4000 voix d'écart» -, mais a avoué, lors de son lancement de campagne, le montant de 55 000 francs pour 2007. «Je suis un candidat sortant. Je n'ai plus besoin, par exemple, de me payer un encart dans «Le Nouvelliste» pour faire connaître mon programme.» Le d.c. Paul-André Roux avance, lui, le montant de 60 000 francs «tout en espérant en trouver plus», tandis que son collègue Maurice Chevrier refuse simplement de communiquer sur le budget.

On le voit, parler d'argent dans une campagne électorale n'est pas simple. «L'Hebdo» avait même démontré la différence entre les chiffres officiels des partis et les sommes réellement dépensées», explique l'UDC Jean-Luc Ador qui ne croit pas aux 100 000 francs de la campagne de Peter Jossen, la seule ou presque entamée depuis plusieurs mois.

«Heureusement que Jossen est aux Etats»

Si personne n'arrive à mesurer l'influence de l'argent investi dans le résultat final du candidat - «il peut être déterminant sur une liste très serrée», avoue tout de même Stéphane Rossini - aucun, même parmi les sortants, n'ose partir en campagne sans un budget «image». «Même si ma fonction de président du PDC suisse m'a rendu très médiatique, je n'oserais jamais ne rien investir pour



Certains candidats ont déjà commencé leur campagne dans la presse. D'autres n'en ont tout simplement pas les moyens. LE NOUVELLISTE



«Dans le Bas, on doit encore informer qu'il y a des élections»

RAPHY COUTAZ
président du PDCvr



«Un «petit» candidat doit savoir cibler ses demandes de soutien»

JEAN-HENRI DUMONT
président du PS

ma campagne personnelle», reconnaît Christophe Darbellay. Parmi les sortants qui se représentent, l'UDC Oskar Freysinger a même augmenté de 10 000 francs son budget. «Je reste encore éloigné des mon-

tants avancés par certains. Et puis, cela démontre aussi que j'ai plus de soutiens.» Stéphane Rossini, lui, ne déroge pas, depuis 1999, aux 25 000 francs dépensés. «Comme élu sortant, on ne change plus rien dans les

trois dernières semaines de campagne. Notre bilan fédéral est connu. Je préfère envoyer 10 000 lettres très ciblées que d'être en format mondial dans tout le canton.» Le socialiste avoue même que si Peter Jos-

sen participait à l'élection au National, «la somme importante qu'il a investie aurait été gênante vis-à-vis des autres candidats».

Pas la même campagne à Conthey qu'à Monthey

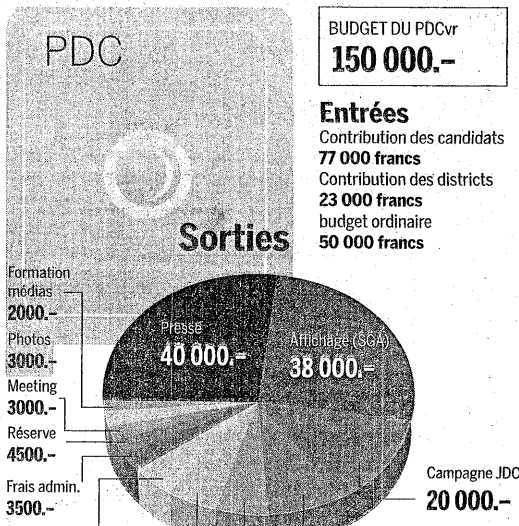
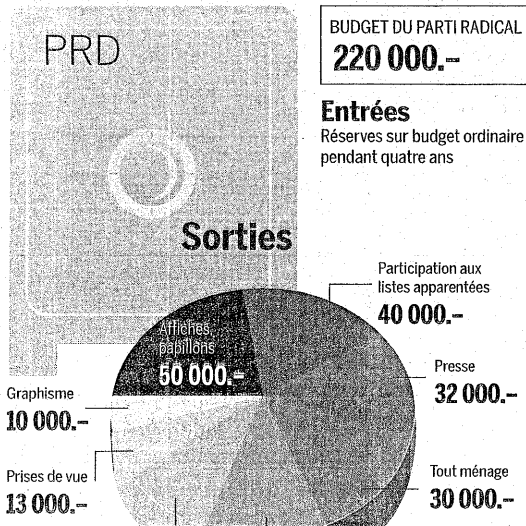
Reste les non-élus, ceux qui doivent se faire connaître, parmi la centaine de prétendants, avec des montants qui oscillent entre 60 000 et... 2000 francs pour, dans 90% des cas, ne jamais siéger à Berne. «À ce niveau, savoir cibler son courrier pour éviter que celui-ci ne finisse directement dans la poubelle est vital», estime Jean-Henri Dumont, président du PS. Son homologue d.c. Raphy Coutaz prétend, lui, que la campagne ne sera jamais la même dans le Bas-Valais que dans le Valais central. «Il y a plus de militantisme, plus de culture politique dans le centre du canton avec des campagnes très actives, plus grandes. Je pense même que celles-ci seraient contre-productives dans le Bas-Valais, car la différence de mentalité politique est criarde.»

Les astuces des «bleus»

Mais les «bleus» de cette élection n'ont pas que l'argent pour se faire connaître. Le radical René Constantin compte sur la nouvelle médiatisation du Grand Conseil «pour démontrer que mon image correspond à mes actes». La Verte Marylene Volpi mise aussi sur l'incohérence environnementale des autres partis pour profiler le sien, «comme lorsque le mouvement Ecologie libérale s'apparente avec les radicaux qui défendent les centrales nucléaires». Ou encore la socialiste Elisabeth Di Blasi, première syndicaliste valaisanne à être candidate, peut compter sur un fichier d'adresses syndicales de 5000 personnes. «De toute manière, la personnalité du candidat, son réseau d'influence et la région qu'il représente sont plus importants que l'argent investi.» Parole de... Christophe Darbellay qui compte ne dormir que trois heures par nuit durant les deux dernières semaines de campagne.

LES DEUX PLUS GROS BUDGETS SOUS LA LOUPE

Avec 220 000 et 150 000 francs, le PRD et le PDC possèdent, de loin, les deux plus gros budgets de la campagne au niveau des partis. Leurs responsables ont accepté de tourner la clé de leur coffre-fort pour dévoiler d'où vient l'argent et à quoi il sert.



une campagne?

l'autres n'ont que 2000 francs pour se vendre. Pour quels résultats?

BUDGET DES CANDIDATS: DE 100 000 À 2000 FRANCS



Peter Jossen (PS)

100 000 francs

Le PS ne finance pas sa campagne aux Etats. L'argent provient de sa fortune et de celle de ses proches.



Paul-André Roux (PDC)

70 000 francs

C'est un minimum. Le candidat de Grimisuat dépensera l'argent trouvé. Certains évoquent déjà les 100 000 francs.



Viola Amherd (PDC)

70 000 francs

20 000 francs iront au PDC haut-valaisain. Et elle puise les 50 000 francs restants dans son porte-monnaie.



René Imoberdorf (Jaune)

70 000 francs

Tout ce budget sera dépensé avant le premier tour. Avec aussi 20 000 francs pour le PDC haut-valaisain.



Jean-René Germanier (PRD)

55 000 francs

En 2003, son budget était à six chiffres. Comme candidat sortant, il a réduit la voilure. «Et il y a quatre ans que je suis en campagne...»



Christophe Darbellay (PDC)

50 000 francs

Malgré sa présence quasi quotidienne dans les médias, il a gardé le même budget qu'en 2003.



Lise Delaloye (PRD)

40 000 francs

50% proviennent de sa poche et 10 000 francs des «Femmes radicales» qui ont choisi de soutenir quinze candidates sur l'ensemble du pays.



René Constantin (PRD)

25 000 francs

10 000 francs proviennent de l'association radicale du district de Sierre et René Constantin et ses proches investissent 5000 francs. «Il y a aussi une formidable solidarité de la député sierroise.»



Oskar Freysinger (UDC)

25 000 francs

C'est 9000 francs de plus qu'en 2003. «Simplement parce que je trouve plus facilement des soutiens qu'il y a quatre ans.»



Stéphane Rossini (PS)

25 000 francs

Il met 5000 francs de sa poche. 5000 francs proviennent du PS de Nendaz. Le reste est à la charge d'un comité de soutien avec un oncle «fan», plutôt généreux.



Jean-Luc Addor (UDC)

10 000 francs

C'est dix fois moins que Peter Jossen pour la même élection aux Etats. Addor utilise la «newsletter» gratuite pour compenser.



Elisabeth Di Biasi (PS)

10 000 francs

Une partie de ce budget est pris en charge par les syndicats qui offrent un appui logistique. Son employeur lui laisse aussi faire campagne sur une partie de son temps de travail.



Georges Tavernier (PL)

5000 francs

L'un des plus jeunes candidats sur une liste principale pourra aussi profiter de la moitié des 20 000 francs du parti libéral valaisain qui ne compte que deux candidats.



Marylène Volpi (Verts)

2000 francs

Comme présidente de la commission parlementaire chargée d'analyser la loi sur le tourisme, elle pourra aussi compter sur une certaine médiatisation politique.

Pour l'économie, un sujet tabou

Les entreprises valaisannes financent les campagnes électorales. «Le contraire serait impossible, car le politicien suisse n'a pas les moyens publics alloués à Sarkozy ou à Royal», explique le d.c. Christophe Darbellay.

Pourtant, aucun des cinq chefs d'entreprises contactés, pourtant tous réputés pour leurs soutiens politiques, n'ont désiré s'exprimer. «Vous comprenez, si j'avoue que je soutiens financièrement un candidat d'une certaine tendance politique, tous les autres qui militent pour les mé-

mes idées m'en voudront et je perdrais des clients économiques. Notre canton est trop petit.» Du côté des candidats, personne ou presque ne veut dévoiler l'identité des généreux donateurs. Le radical Jean-René Germanier avoue tout de même que certains de ses fournisseurs l'aident financièrement. L'UDC Oskar Freysinger dévoile que la moitié de sa campagne 2003 a été payée par un privé «qui croyait en mes idées et en notre combat», tandis que le d.c. Paul-André Roux estime que «si un patron de PME

vous soutient, c'est avant tout en raison d'un lien affectif existant plutôt que dans l'attente d'un retour sur investissements».

Concernant les partis, si l'UDC reconnaît qu'une dizaine d'entreprises font partie des membres cotisants, le PDC est le seul à pouvoir compter sur le soutien financier du Club Avenir Valais. Celui-ci réunit une centaine d'entreprises qui versent annuellement entre 35 000 et 45 000 francs au parti. «Mon entreprise en fait partie en versant 1000 francs, mais elle ne soutient

aucun candidat individuelle-ment», reconnaît Raphy Coutaz, président du PDCVr.

Reste encore comme financement indirect de campagne, les montants touchés dans les différents conseils d'administration où sont présents un nombre important de candidats. «Si j'avais accepté toutes les propositions, je toucherais entre 150 000 et 200 000 francs chaque année, de quoi largement me payer une campagne plus grande», polémique l'UDC Oskar Freysinger. VF